

## Discours introductif Assemblée Plénière du 20 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les Conseillers régionaux.

Je voudrais, vous le comprendrez, débiter ce propos introductif par l'odieux attentat au marché de Noël de Strasbourg qui a fait récemment cinq victimes. Cinq victimes innocentes de plus dans notre pays, pour un nouvel acte barbare revendiqué par Daesch, groupe quasiment réduit à néant aujourd'hui militairement.

Une fois de plus, ces terroristes assoiffés de haine s'en sont pris à notre mode de vie, espérant comme toujours semé le chaos. Comme toujours, le peuple français a répondu par le sang-froid et la détermination. Je veux saluer le courage de la population, des élus, mais aussi l'action de nos services de sécurité et de secours, et **je vous invite à observer une minute de silence en mémoire des 5 victimes de cet attentat.**

Je vous remercie...

L'automne 2018 que nous vivons restera, quoi qu'il arrive, dans l'histoire de ce pays. Il restera, en effet, soit comme le début d'une prise de conscience collective qui aura permis de régénérer notre République et de retrouver le chemin d'un vrai destin collectif ; soit cette nouvelle alerte, ce véritable cri d'alarme lancé par une grande partie de notre pays, restera lettre morte, avec toutes les conséquences funestes que cela pourrait entraîner dans l'avenir. Je choisis donc résolument la 1<sup>ère</sup> issue.

Le mouvement des gilets jaunes est en effet inédit à bien des égards. Inédit dans sa création par le-bouche-à-oreille digital, dans sa forme, dans ses revendications, dans la diversité de celles et ceux qui le composent, dans le fait, aussi, qu'il a été d'emblée, très majoritairement soutenu par les Français.

Aucune force politique, aucun syndicat, n'aurait été, en 2018, en mesure de faire naître un tel mouvement, pas plus qu'aucun parti ou syndicat n'a été capable de le récupérer. Pour une raison simple : il vient du plus profond du pays. Il vient du plus profond de ce que nous sommes : un peuple qui a élevé le principe d'égalité en pilier de la République.

En touchant à ce principe d'égalité depuis 18 mois, notamment par la suppression de l'ISF et la remise en cause de la flat tax, ce gouvernement a touché, par méconnaissance du pays et aussi idéologie, à un principe sacré, à savoir que chacun contribue à la solidarité nationale à hauteur de ce qu'il gagne. La proportionnalité de l'impôt est fondatrice du pacte social républicain.

Les Français ne veulent pas d'une société du plus fort qui laisse le plus faible sur le bord du chemin. Ils ne veulent pas d'une France à plusieurs vitesses, avec de riches métropoles d'un côté, et une ruralité et une

périphérie de l'autre. Ils ne croient, ni à la théorie magique du ruissellement, ni au concept du premier de cordée. Ils ne supportent plus les phrases, arrogantes et méprisantes.

Que veulent-ils, celles et ceux qui ont occupé durant plus d'un mois des ronds-points, celles et ceux qui remplissent aujourd'hui des cahiers de doléances dans de nombreuses mairies ? Ils veulent une meilleure vie.

Une meilleure écoute. Etre reconnus simplement et fortement comme des citoyens à part entière. La dignité. La justice. Autant de paroles que nous entendons sans cesse depuis de nombreuses années, que nous ne découvrons pas, nous, élus du monde réel. Il y a de cela un an, à l'Assemblée plénière de novembre, j'avais alerté le Président de la république que la France avait besoin d'être réunie et non divisée.

Avec d'un côté, des élites qui bénéficient des ouvertures de la mondialisation et d'un côté ceux qui sont liés à un territoire, à un mode de vie, dont les repères sont ébranlés par la disparition progressive des

mécanismes de redistribution et qui ressentent les accélérations de la mondialisation où une profonde source d'angoisse.

Ils veulent que la devise, la promesse républicaine inscrite dans la pierre depuis plus de deux siècles, s'inscrive réellement dans leur quotidien, dans leur territoire. Pour eux, d'abord, et surtout pour les enfants. Et si ce mouvement est particulièrement fort et arrive aujourd'hui, c'est parce qu'aussi, j'en ai la conviction, il existe ce terrible sentiment que, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les enfants, demain, vivront moins bien que leurs parents aujourd'hui. Terrible sans confiance. Une société sans confiance dans l'avenir est une société morcelable et donc à terme morcelée et déstructurée.

Nous devons condamner, et j'ai condamné sans ambiguïté, les dérives de ce mouvement, les violences avec ces morts et des dizaines de blessés graves, les mots inacceptables, les fausses rumeurs... Mais la colère qui s'exprime, ce qu'elle dit de l'état du pays, du rapport à la

politique, aux représentants du peuple que nous sommes, doit tous nous interpeller. Bien sûr, il y a les réponses immédiates, que chacun appréciera, en notant tout de même que les mesures décidées par le gouvernement seront une nouvelle fois portées par le plus grand nombre.

Je précise que hier, j'ai écrit une fois de plus, au 1<sup>er</sup> ministre, pour demander que notre Région bénéficie d'une zone de défense propre et non rattachée. Nous avons besoins de moyens pour répondre aux enjeux de sécurité de l'Occitanie.

Mais ce mouvement d'ampleur interroge la société toute entière sur la place et le rôle de l'Etat, celui des élus, de la démocratie représentative et citoyenne, le rôle des corps intermédiaires, celui des médias, et y compris le rapport au temps. Ce mouvement incarne, ce qu'a récemment résumé un historien par l'expression, terriblement juste, « d'épuisement démocratique »

Face à cela, il ne peut y avoir de posture. De superficiel. De Bla-Bla organisé, même décentralisé.

L'heure est à la construction, ensemble, pas à la destruction ni à la dévotion. L'urgence est à redonner du sens au mot de « République », au cœur de laquelle, le progrès a toujours constitué une matrice essentielle. Car, au fond, chacun le sent, c'est bien l'unité du pays qui est en jeu.

Le Président de la République nous appelle à un grand débat autour de 4 thèmes : transition écologique au quotidien, fiscalité, organisation de l'Etat, citoyenneté.

Oui ce débat est nécessaire. Mais pas n'importe comment. Pas à la va-vite. La démocratie nécessite du temps et de la pédagogie. Non pour expliquer à la grande masse, comme cela a été fait trop longtemps de ce pays, que les choses sont compliquées, donc trop compliquées pour

elle. Non, juste pour donner à chacun d'apporter sa pierre, si modeste fut-elle, en conscience et donc en connaissance de cause.

Ce débat national doit s'inscrire dans le temps, et s'organiser avec des modalités professionnelles et avec un objectif affiché. Il ne peut être un gadget car la déception serait alors explosive.

Temps des moyens qui sont donnés pour un dialogue constructif, objectifs affichés : cela est un socle premier. Et bien sûr, sous le contrôle d'une autorité indépendante.

La Région est prête, comme le sont toutes les collectivités locales, à imaginer avec l'Etat, en Occitanie, les modalités de ce débat. Pourquoi ? Parce que nous estimons nous aussi qu'il faut changer.

Le président de la République l'a enfin compris, en promettant une nouvelle organisation de l'Etat, je le cite, « trop centralisé depuis des décennies ». Les élus, des Présidents de régions aux maires ruraux, des

présidents de départements aux maires de toutes les communes de ce pays, le demandent avec force, depuis un an et demi.

Oui, il est temps de libérer les énergies des territoires. Oui il est temps d'en finir avec cette verticalité, froide et sans âme.

Emmanuel Macron dit aujourd'hui que « les bonnes solutions émergeront aussi du terrain ». Voilà pourquoi je lui ai dit « banco » et demandé un rendez-vous dès la semaine dernière, afin d'évoquer deux sujets vitaux et majeurs pour notre région : le ferroviaire et l'éolien flottant.

La majorité régionale n'a pas attendu novembre 2018 pour se saisir de la question essentielle des mobilités et de la transition énergétique.

Dès la mi-2016, nous avons organisé les Etats Généraux du Rail et de l'Intermodalité. Que nous ont dit les dizaines de milliers d'habitants qui ont participé à ces travaux ? Qu'ils n'acceptaient pas que des territoires

entiers soient délaissés par le service public ferroviaire. Qu'ils souhaitent plus et mieux de trains, avec des tarifs attractifs.

Nous avons tiré de cette concertation une vision claire avec la volonté de régénérer six lignes de trains du quotidien et de poursuivre notre combat en faveur des deux lignes LGV, Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan, indispensables pour notre développement économique mais aussi pour augmenter les sillons dévolus aux TER.

Outre un Plan Rail exceptionnel de plusieurs milliards d'euros, ce dialogue citoyen nous a permis de peser sur les négociations avec la SNCF dans le cadre de la convention qui nous lie en sanctuarisant, notamment, la baisse d'un tiers du prix de l'abonnement pour les moins de 26 ans ; la création de 2,5 millions de billets à petits prix (1,2 ou 5 euros), une hausse de 11% de trains supplémentaires d'ici 2020.

Je vous propose d'aller encore plus loin aujourd'hui dans le cadre d'une délibération exceptionnelle qui mêle, oui c'est possible, transition énergétique et pouvoir d'achat.

Ce nouveau plan d'actions en faveur de la mobilité, de l'environnement et du pouvoir d'achat contient de nouvelles aides concrètes pour le quotidien de nos concitoyens, tout d'abord : faire bénéficier les abonnés du TER des pénalités payés par la SNCF. Ainsi ils bénéficieront d'un mois supplémentaire gratuit en mars 2019. La négociation avec la SNCF bénéficiera ainsi aux usagers d'un transport collectif, urbain et rural. Ce dispositif sera complété par l'éco chèque mobilité avec une prime d'achat pour les véhicules d'occasion électriques ou hybrides, l'aide à l'achat de vélos électriques, une aide à la conversion au GNV, une incitation financière au covoiturage participatif et l'engagement avec plus de mobilités.

A cela, s'ajoute une proposition sur la carte grise que nous faisons à l'Etat, actuellement en discussion au parlement, par le biais de sénateurs et de députés qui ont bien voulu s'emparer de notre amendement : l'Occitanie propose en effet de moduler le taux par cheval-vapeur en fonction de la puissance du véhicule. Ce serait un geste fort pour les habitants les plus modestes, lorsqu'on sait par exemple que 68% des ventes de voitures neuves ou d'occasion en Occitanie concernent ses véhicules de puissance raisonnables.

Cette baisse importante pour eux serait équilibrée par une hausse de 7% de la carte grise pour les véhicules les plus polluants. A cette mesure, s'ajoute toujours l'exonération totale de carte grise pour nos concitoyens qui achètent un véhicule neuf électrique ou hybride. Une mesure financée, je le rappelle, par la Région à hauteur de 4 millions d'euros.

Il n'y a pas à choisir entre justice sociale et transition énergétique car c'est le chemin de l'avenir, le seul en réalité, pour le bien du pays et l'avenir de la planète.

Dès 2016, nous avons choisi ici l'ambition et non le statu quo, en nous positionnant pour devenir la 1<sup>ère</sup> région positive d'Europe. L'enjeu est clair : diviser par deux notre consommation d'énergie et multiplier par trois notre production d'énergies renouvelables. Les chiffres le montrent : nous sommes sur la bonne trajectoire grâce à nos ressources naturelles, l'eau, le vent, la mer, le soleil, le bois... Mais nous sommes inquiets au vu des dernières décisions du gouvernement sur la PPE et notamment sur l'éolien flottant.

Nous en avons en effet la possibilité de créer une véritable filière industrielle avec 3000 emplois à la clé d'ici 2020, à condition que les deux fermes pilotes décidées en Occitanie deviennent des fermes commerciales. Le recul du gouvernement est dangereux : il met non

seulement à mal la Méditerranée sur ce sujet, mais obère les chances de notre pays de produire sa propre technologie, un choix terrible qu'il avait hélas déjà réalisé sur le photovoltaïque il y a quelques années. Avec le soutien de tous les élus locaux concernés par ces projets, et les chefs d'entreprise de notre région qui investissent dans cette filière d'avenir, je veux voir le président de la République pour lui proposer de revoir sa copie.

Ce volontarisme politique est la marque de fabrique de l'Occitanie et il se retrouve dans le budget 2019 que vous allez voter aujourd'hui. Avec des marqueurs forts : les aides concrètes au quotidien à destination notamment les plus modestes, les investissements pour tous les territoires, une volonté de travailler à demain en misant sur des filières porteuses de croissance et d'emplois.

Nous serons cette année encore la Région qui investit le plus par habitant. Car là aussi, nous n'avons pas entendu trois ans pour

comprendre le désarroi et, disons-le clairement, le sentiment de déclassement qui existe. La Région le prend en compte dans toutes ces politiques.

Avec sérieux budgétaire : les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 0,9% de 2015 à 2017.

Dans ces moments où chacun s'interroge sur où va son argent et disons-le, aussi, où une certaine démagogie bat son plein, je veux rappeler quelques mesures phares de l'Occitanie, inédites bien souvent à l'échelle de ce pays :

- La gratuité des manuels scolaires pour près de 230.000 lycéens,
- 61300 ordinateurs gratuits distribués chaque année pour lutter contre la fracture numérique.
- La gratuité des 87.000 premiers équipements pros pour nos apprentis

- Le plafonnement à 90 euros de l'abonnement annuel pour les transports scolaires, en allant vers une gratuité du transport scolaire.
- La formation gratuite pour 53.000 demandeurs d'emplois en 2017
- La gratuité des formations sanitaires et sociales pour 15.000 élèves.
- L'éco-chèque pour 45.000 foyers permettant de réduire de 25% leur consommation d'énergie...

Oui, cette majorité a fait depuis 2016 des choix forts en matière de justice sociale et territoriale qui permettent à plusieurs centaines de milliers de familles de notre région d'avoir des aides concrètes et trébuchantes.

Parce que, chaque jour, lorsque que je vais à la rencontre des habitants de notre région, je ne vois pas un chiffre, je ne vois pas un ratio, je ne vois pas un pourcentage, je ne vois pas une dépense de fonctionnement. Non, je vois des visages de femmes et des hommes

qui demandent que la collectivité régionale soit auprès d'eux, avec des actes et pas seulement avec des mots. J'entends la demande de plus de services publics, de plus d'empathie, de plus de compréhension, et aussi, de plus de co-construction avec eux sur les grandes actions qui vont décider de leur avenir.

Sur ce dernier point, de la démocratie citoyenne, là aussi, que n'avons-nous pas entendu sur les trop nombreuses concertations que nous mettons en place depuis 2016.

Nous croyons en Occitanie que la verticalité n'a plus d'avenir. Nous estimons que demander l'avis aux gens, non, ce n'est pas du temps perdu, mais bien l'assurance de politiques publiques adaptées à chaque situation, tant dans leur ambition que dans leur paramètre financier. C'est le sens de la création des outils de la citoyenneté avec notamment la possibilité, dès janvier, pour le citoyen de proposer un sujet de votation sur un sujet concernant les compétences de la

Région, de le voir publié sur le site de la Région et, s'il obtient 10.000 soutiens en un mois, de le voir étudier par notre Assemblée Plénière.

Plateforme citoyenne : [laregioncitoyenne.fr](http://laregioncitoyenne.fr)

C'est ce qui nous a conduit également à créer notamment l'Assemblée des territoires. Nous ne détenons pas seuls la vérité, c'est aussi simple que cela. Nous détenons le pouvoir de faire, qui prend encore plus de force, quand celui-ci s'appuie sur une concertation citoyenne.

Vous aurez toute à l'heure l'occasion de vérifier une nouvelle fois l'acuité de cette politique, avec deux Plans régionaux importants co-construits, justement, avec la population.

Le Plan Montagne, d'abord, après un travail remarquable de plusieurs mois du Parlement de la montagne, qui rassemble tous les acteurs concernés par son devenir. Cette démarche, inspirée sur le Parlement

de la Mer, fait déjà ses preuves en Occitanie et nous posons aujourd'hui de premiers actes importants pour de nombreux habitants et territoires de cette région.

Une autre concertation d'ampleur a marqué en 2018 : celle que nous avons initié autour de l'alimentation. Près de 100.000 personnes ont donné leur avis. Une réussite inédite à l'échelle d'une région. Quatre axes, dix mesures concrètes que nous mettrons en œuvre en 2019. Cette concertation a été si dense, si riche que de nombreux habitants, professionnels, agriculteurs, ont proposé de poursuivre notre grande cause régionale sur ce thème en 2019 afin de valider dans les faits son application.

Voilà donc une Assemblée plénière chargée, concrète et je le crois, attendue par de nombreux acteurs de cette région, dans un contexte que chacune et chacun connaît. Un contexte grave, lourd, qui nécessite, je le crois, dignité et responsabilité de chaque élu régional.

Depuis novembre, j'ai échangé avec les présidents des différents groupes politiques de notre assemblée. Toutes et tous m'ont indiqué leur volonté de plus assister au triste spectacle donné en fin d'assemblée il y a un mois. Les débordements, les éclats de voix, les insultes... Tout cela n'est pas admissible.

Notre assemblée, par le biais d'un scrutin où la proportionnelle est importante, reflète l'ensemble des convictions de nos concitoyens. Les élections de décembre 2015 ont été claires dans leurs résultats. La démocratie a parlé. La majorité régionale a été investie par nos concitoyens et celles et ceux qui voudraient rejouer l'élection à chaque AP se trompent de combat. Reviendra le temps de l'élection, chacun le sait, et chacun défendra son projet régional... D'ici là, hausser la voix, provoquer des incidents de séance, ne changeront pas le résultat des élections, ni notre détermination. Le temps de parole donné à chaque groupe, à chaque élu non-inscrit, garantit la libre expression de toutes

les opinions. Il ne donne pas droit à des propos et des attitudes indignes d'élu de la République.

Nos concitoyens demandent, et ce n'est pas d'aujourd'hui, des élus au travail, humbles et modestes. Je vois ici souvent la tentation du bon mot, du buzz, de l'exagération, de l'agitation pour exister quelques minutes sur les réseaux sociaux ou dans quelques lignes dans un article de presse. Pensez-vous, une seconde, que ce soit à la hauteur des enjeux de notre pays et de notre région. Nous avons la responsabilité de chacun de nos actes, de nos chacun de nos mots.

Je forme le vœu qu'aujourd'hui, chacun puisse s'exprimer dans le calme en conscience et en responsabilité. Je vous remercie.